



CDFN des 02 et 03 avril 2024

UN COMBAT SANS RELÂCHE : L'UNITE DU MONDE DU TRAVAIL

Les nuages s'amoncellent, lourds d'orages d'acier et de bruits de bottes.

Alors que le massacre continue à Gaza, que les troupes russes progressent en Ukraine, que Trump à nouveau s'approche de la Maison Blanche, grand est également le risque de voir le monde du travail français, subissant pourtant ensemble les conséquences de la politique libérale du pouvoir actuel, se fracturer sur les questions internationales.

Qui ne voit la nécessité pour le salariat et le mouvement syndical de s'unir pour faire face, en France, en Europe et partout dans le monde à la tentation grandissante d'un retour aux ténèbres de la haine xénophobe, raciale ou religieuse ?

Pour Unité et action, si la FSU n'a pas vocation à trouver une solution diplomatique en Ukraine ou à Gaza, elle n'en restera pas moins fidèle à ses valeurs de toujours, c'est à dire la recherche de la paix dans le respect des droits des peuples à disposer d'eux même et à vivre en sécurité.

C'est autour de ces valeurs que la FSU s'efforcera de contribuer au rassemblement des travailleurs et travailleuses, et de leurs organisations.

A l'heure où, enfermé dans sa logique d'asservissement aux intérêts financiers internationaux, pris à la gorge par un endettement largement creusé par une politique fiscale aveuglément favorable aux plus riches, le gouvernement annonce une nouvelle purge des dépenses publiques, aussi bien dans l'éducation que dans la santé pourtant au bord de l'effondrement, mais aussi pour l'ensemble des services publics. Pourtant l'intérêt du salariat n'est pas dans l'oubli de l'essentiel : une lutte opiniâtre doit être menée pour la justice sociale.

La lutte pour l'unité du monde du travail, pour l'unité du mouvement syndical, sans pour autant en rabattre sur les revendications, est donc essentielle.

Personnels et parents des établissements sinistrés du 93 nous donnent à cet égard un bel exemple d'unité, de résolution et donc de force.

C'est pourquoi les suites à débattre du 19 mars sont autant d'étapes nécessaires pour imposer à ce gouvernement qui tente par ses gesticulations internationales de faire diversion à la dureté de sa politique sociale intérieure une nouvelle orientation en termes notamment de répartition des fruits du travail.

Dureté régressive également dans le choix – que le gouvernement partage avec les majorités conservatrices des collectivités territoriales – de choyer l'enseignement privé religieux et de

sacrifier toujours plus une école publique et laïque livrée aux apprentis sorciers post Blanquer et à leurs gourous réactionnaires.

La FSU et ses syndicats nationaux n'accepteront jamais le retour au système éducatif d'il y a 50 ans, à ses filières socialement ségrégatives sous couvert de « groupes de besoins », à ses contenus formatés sous couvert de choc des savoirs, avec des personnels mis au pas dès la formation initiale.

Comment ne pas voir que ce pouvoir prépare la voie à un gouvernement nationaliste et autoritaire qui n'aura plus qu'à entrer dans des chaussons préparés par les orientations élyséennes actuelles ?

Là encore, comme il l'a fait en réduisant les capacités de contrôle démocratiques des opérations de carrière ou de mouvement des personnels par les organisations syndicales, c'est bien un bond en arrière de plusieurs décennies auquel la FSU s'oppose et s'opposera.

Dès le 2 avril, dans l'unité des syndicats nationaux de second degré (Snep, Snes, Snuep) de la FSU, avec le soutien de l'ensemble des syndicats de la FSU, la grève doit mobiliser pour un choc des moyens et des ambitions pour toutes et tous les élèves.

Chaque moyen octroyé à l'école des classes possédantes et des religieux est de fait retiré à l'école de toutes et tous : c'est pourquoi Unité et Action met en débat la perspective d'une vaste manifestation nationale en défense de l'école publique et laïque, la seule école de la République.

Pour autant, il ne saurait pour Unité et action être question d'en rabattre sur la campagne pour arracher, dans la Fonction publique, une revalorisation des salaires, des pensions et l'amélioration des conditions d'enseignement au service des élèves et des étudiant.es.

Enfin, alors que chaque jour rapproche le pays de la possibilité de l'accès au pouvoir d'un gouvernement autoritaire, anti social, xénophobe et raciste, Unité et action continue à porter la **double dynamique de l'unité d'action intersyndicale et de l'unification du syndicalisme de transformation sociale, sans exclusive.**

Le travail en commun mené avec la CGT, peut être demain avec Solidaires et d'autres, doit dans un premier temps s'efforcer de mettre à jour un corpus revendicatif commun pour l'unité d'action afin de nourrir l'espoir pour un salariat las des querelles stériles et des divisions devenues illisibles au plus grand nombre.

C'est d'un syndicalisme rassemblé et renforcé, et souhaitons-le dans de puissantes manifestations du premier Mai que pourra par ailleurs naître une **dynamique de dialogue avec les forces politiques progressistes** en capacité, dans le respect de l'indépendance et de leurs champs d'interventions respectifs, de déboucher sur un projet d'alternative économique, environnementale, sociale et politique apte à mettre en échec les partisans de la réaction voire du fascisme.